

Un divan occidental oriental ?

Les vingt ans du Triangle de Weimar

Dorothea Bohnekamp*

» A l'occasion du 20^e anniversaire de la naissance du Triangle de Weimar, l'année 2011 est rythmée autant par des célébrations officielles que par des interrogations multiples sur le bilan et les perspectives de ce partenariat, annonciateur au départ d'une nouvelle ère en Europe.

Depuis sa création le 28 août 1991 à l'initiative des trois ministres des Affaires étrangères, allemand, français et polonais (Hans-Dietrich Genscher, Roland Dumas et Krzysztof Skubiszewski), cette trigonométrie diplomatique tout à fait inédite entre partenaires allemand, français et polonais n'en finit pas de remplir les unes de journaux en raison de ses déboires répétés et ses rebondissements inattendus.

Avec la chute du mur et la fin de la Guerre froide, il s'agissait au départ de redéfinir le rôle de l'Europe au sein de l'aire postcommuniste et de réfléchir à son éventuel élargissement aux pays est-européens. S'inspirant ouvertement du succès du couple franco-allemand, l'idée consistait à prolonger l'axe Paris-Berlin jusqu'à Varsovie et renforcer la relation franco-germano-polonaise comme moteur de l'intégration européenne à l'Est. Initialement conçu comme cadre de consultation et de concertation, ce triangle fut en outre étroitement associé au lieu hautement symbolique de Weimar, foyer du classicisme allemand (le 28 août est d'ailleurs l'anniversaire de Goethe), lieu d'élaboration de la première constitution démocratique et républicaine de l'Allemagne en 1919, et situé à quelques kilomètres seulement du camp de concentration de Buchenwald : ce triangle renoue donc explicitement avec l'histoire et la mémoire européennes.

Les objectifs étaient doubles au départ : volonté d'associer la France, premier partenaire de l'Alle-

magne, à la réconciliation germano-polonaise mais aussi (idée partagée communément par Paris et Bonn) rapprocher la Pologne à l'Alliance transatlantique (OTAN) et de préparer sa future adhésion à l'Union européenne – objectifs d'ailleurs atteints respectivement en 1999 et 2004. Depuis, les rencontres fréquentes au sommet de l'Etat incarnent les progrès réels réalisés surtout en matière de coopération transfrontalière et interrégionale. En même temps, face à l'élargissement de l'Europe à l'Est, le Triangle de Weimar apparaît aussi comme un partenariat stratégique et forum privilégié où peuvent se dessiner les futures politiques européennes de voisinage, de sécurité et de défense. Cependant, la célébration du vingtième anniversaire du triangle de Weimar en 2011 ne doit pas non plus occulter des approches et visions souvent divergentes entre les trois pays en matière de politique étrangère et européenne qui ont parfois retardé, voire même remis en question le fonctionnement et la raison d'être du Triangle.

Première phase (1991-1997)

Certes, les options stratégiques initiales des différents pays étaient au départ tout sauf convergentes : ainsi l'Allemagne constituait pour la Pologne un allié stratégique majeur dans sa politique d'« ancrage à l'Ouest », alors que la Pologne formait un pont géostratégique majeur pour les Allemands désireux d'accélérer l'élargissement de

* Dorothea Bohnekamp est maître de conférences au Département d'allemand de l'Université du Maine.

l'Europe aux pays est-européens. C'est sous cet angle fait d'objectifs divergents, mais pas nécessairement contradictoires, qu'il convient de comprendre la première phase de coopération du Triangle entre 1991 et 1997 marquée par une série de succès comme la conclusion du Traité d'Amsterdam et la décision du Conseil des ministres européens au Luxembourg en décembre 1997 de faire de la Pologne un candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne. Le volet militaire de la coopération trilatérale, qui prévoyait des manœuvres militaires communes, a en outre été renforcé depuis 1994, s'inscrivant par ailleurs dans le cadre d'un projet européen de « corps multilatéral ». En 1997, les trois ministres de la Défense ont également validé un programme de coopération militaire qui cherchait à élargir les compétences des coopérations militaires déjà existantes. Enfin, les rencontres régulières entre parlemen-

taires depuis 1992 dans le cadre des Commissions des Affaires étrangères des trois parlements ont pu conforter l'idée que le nouveau partenariat stratégique entre les trois pays était promis à un avenir radieux.

Deuxième phase (1997-2004)

Mais c'était sans compter avec les nombreuses dissensions, souvent sous-jacentes, qui allaient éclater au grand jour lors de la seconde phase de coopération entre 1997 et 2004 (date de l'adhésion de la Pologne à l'Union), tout d'abord en raison du désaccord de fond quant à l'engagement en Irak (dont les Polonais, foncièrement pro-atlantistes, étaient absolument partisans), puis de la mise en place longue et douloureuse d'une constitution européenne à laquelle la Pologne restait longtemps réticente. Il est vrai que la crise irakien-

West-östlicher Divan Weimarer Dreieck?

Zum 20jährigen Jubiläum des am 28. August 1991 (dem Geburtstag Goethes) gegründeten Komitees zur Förderung der Deutsch-Französisch-Polnischen Zusammenarbeit e. V. Weimarer Dreieck stellt sich die Frage nach dessen Bilanz und Perspektiven. Nach dem Fall der Mauer und dem Ende des Kalten Krieges sollte diese nach Polen verlängerte Achse Frankreich-Deutschland u. a. die europäische Integration des postkommunistischen Ostens in die Wege leiten; es bedeutete zudem die Beteiligung Frankreichs an der deutsch-polnischen Aussöhnung.

Am Ende der ersten Phase der trilateralen Kooperation (1991–1997) steht die Kandidatur Polens für den Beitritt zur Europäischen Union (1997). Die Aufnahme Polens in die EU 2004 markiert das Ende der zweiten Phase der Zusammenarbeit (1997–2004), in die einerseits 1999 die Integration Polens in die NATO fällt, die aber andererseits durch die höchst unterschiedlichen Beziehungen der drei Partnerländer zu den USA getrübt wird (das aus historischen Gründen pro-amerikanische Polen beteiligt sich im Gegensatz zu Deutschland und Frankreich am Irak-Krieg und verzögert damit den Aufbau

einer einheitlichen europäischen Außen- und Sicherheitspolitik), aber auch durch den Streit um den Vertrag über die Verfassung für Europa.

Mit den national-konservativen und europaskeptischen Brüdern Lech und Jaroslaw Kaczynski an der Staatsspitze Polens verschlechtern sich die deutsch-polnischen Beziehungen in der dritten Phase (2005–2007) deutlich; Diskussionen über eine Erinnerungsstätte für Vertriebene in Berlin oder Entschädigungs-Debatten reißen alte Wunden auf und schüren in Polen antideutsche Ressentiments; in Europa droht dem Land die Marginalisierung. Erst mit der Regierung Tusk (ab November 2007) entstehen u. a. mit der Ratifizierung des Lissabon-Vertrages und dem Rückzug Polens aus dem Irak neue und positive Perspektiven – nicht zuletzt für die deutsch-polnischen Beziehungen und im Hinblick auf eine mögliche Integration der Ukraine in die Europäische Union.

Die Autorin sieht das Weimarer Dreieck insgesamt als Erfolgsgeschichte und bezeichnet es als weiterhin wichtige Kraft bei der europäischen Integration. Angesichts der überwundenen Schwierigkeiten wünscht sie dem Projekt jedoch künftig eine größere Unabhängigkeit von den jeweils politisch Agierenden.

Red.

ne de 2002 a véritablement éloigné les trois pays dans leur appréciation diamétralement opposée des relations transatlantiques. A la différence de l'Allemagne et de la France, toutes deux opposées à une guerre préventive par crainte d'un embrasement de la région toute entière et d'une perte d'influence des grandes institutions internationales (ONU en tête), la Pologne apporta au contraire son soutien inconditionnel à ce conflit via une contribution militaire (certes symbolique avec un contingent militaire de 900 hommes déployé en Irak). Cette attitude pro-atlantiste du gouvernement polonais traduit en même temps les liens historiques traditionnellement forts entre la Pologne et les Etats Unis, ses intérêts convergents en matière de sécurité et le pro-américanisme de la population polonaise. Elle les rapprocha aussi de ses voisins est-européens, clivant par là même l'Europe en une « nouvelle » et une « ancienne Europe », pour paraphraser la formule choc de Ronald Rumsfeld, alors secrétaire d'Etat américain à la Défense.

C'était précisément la faiblesse politique et militaire de l'Union européenne lors du conflit yougoslave qui avait poussé les Polonais à miser davantage sur leur allié américain en matière de sécurisation militaire. Historiquement déjà, et à l'issue des conflits majeurs du 20^e siècle, les Etats-Unis s'étaient avérés être toujours le seul allié fiable aux yeux des Polonais dans leur combat pour la démocratie et l'indépendance : c'est pourquoi les Etats-Unis restent toujours un mythe, un symbole même pour nombre de Polonais et la diplomatie polonaise en particulier, désireuse depuis toujours de se prémunir à la fois contre l'impérialisme russe et l'hégémonie allemande. S'ajoute à cela la perception toujours répandue en Pologne d'une certaine forme de marginalité géopolitique, à la périphérie de l'Europe – même si cette position géostratégique s'est profondément transformée depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Il n'en reste pas moins que la Russie reste pour les Polonais un voisin instable, peu fiable, dont la menace militaire ne peut être exclue. Dans cette perspective, il s'agit donc de renforcer l'alliance avec les partenaires occidentaux pour contrecarrer une éventuelle « entente germano-russe ». L'étroite coopération militaire et sécuritaire avec

les Etats-Unis est également censée protéger l'Etat polonais contre l'allié incertain que reste pour la Pologne l'Allemagne ; d'ailleurs, le rapprochement opéré entre la France, la Russie et l'Allemagne durant le conflit en Irak a semblé confirmer la Pologne dans sa hantise de l'encercllement. L'appartenance à l'OTAN devenait dès lors impérative, car seul le cadre institutionnel de l'Alliance, et partant le rapprochement stratégique avec les Etats-Unis, pouvait garantir la sécurité de la Pologne et l'aider à devenir une puissance régionale incontournable au sein de la *Mitteleuropa* postcommuniste. Or, pour ses alliés français et allemands, cette option atlantiste a été ressentie comme une profonde déception, voire une « trahison », et un signe de rejet de l'Europe. La réticence polonaise face au développement d'une politique européenne de défense et de sécurité commune, par nature opposée au pro-américanisme des nouveaux Etats-membres, manifesterait également le peu d'engagement que les Polonais éprouvent à l'égard de l'Europe.

Ce pro-atlantisme sonne-t-il pour autant le glas de la coopération trilatérale comme l'a laissé entendre Jacques Chirac ? Et ne ferait-il qu'accélérer le repli sur un « noyau dur européen », comme l'avait laissé penser l'initiative prise par la Belgique, la France et l'Allemagne en vue de créer une communauté de défense européenne et de resserrer les rangs militaires après la catastrophe yougoslave ? En tout état de cause, le conflit en Irak a durablement divisé l'Europe en deux camps, atlantiste et européen, freiné sa politique étrangère et de sécurité commune (PESD) et surtout marginalisé la Pologne en Europe, devenue le premier interlocuteur des Américains en Europe de l'Est. La coopération trilatérale a été mise à rude épreuve à travers la très nette détérioration des relations germano-polonaises – alors que l'Allemagne avait été le soutien le plus important des Polonais dans leur volonté d'intégrer l'Union européenne.

En outre, l'élargissement de l'Europe à 25 pays membres en 2004, avec l'adhésion de la Pologne et neuf autres Etats est-européens, n'a pas soulevé que de l'enthousiasme. Côté allemand et français d'abord, aux craintes exprimées face au « *plombier polonais* » et au « *dumping social* », autrement dit face à la concurrence des bas salaires, s'ajoutèrent

l'appréhension communément partagée face à la migration issue de l'Europe de l'Est et corrélativement à une hausse de la criminalité est-européenne.

Mais c'est surtout le débat sur la Constitution européenne qui a révélé des perceptions fortement dissonantes quant à l'avenir de l'Europe et de son rôle dans le système international. Le malentendu concerna tout d'abord la fonction et le rôle de la Convention, censée prioritairement être un forum collectif où devait s'élaborer un consensus autour de la nouvelle Constitution. Les délégués polonais, fidèles à une perception différentielle du fait politique, foncièrement dichotomique, où la politique internationale se conçoit en termes de victoire ou de défaite (en fin de compte comme un jeu à somme nulle), l'ont surtout compris comme instrument de défense de leurs intérêts nationaux. Ce décalage important entre cultures de politique étrangère polonaise, allemande et française affecta durablement la solidité et la crédibilité de la coopération triangulaire et le manque de prévisibilité du partenaire polonais fut un obstacle supplémentaire à son bon fonctionnement. Le débat sur le gazoduc reliant la Russie directement à l'Allemagne via la Baltique, ignorant complètement ou délibérément les intérêts polonais, montra d'ailleurs à quel point la Pologne avait été réellement marginalisée dans une question-clé pour l'Europe : son approvisionnement énergétique.

Troisième phase (2005-2007)

Depuis 2005/06, l'arrivée au pouvoir des frères Kaczynski, ouvertement nationalistes et foncièrement sceptiques vis-à-vis de l'Europe, n'a fait que rouvrir des blessures anciennes en jouant sur des vieilles peurs et obsessions historiques, comme l'ont montré les protestations polonaises contre la politique de la mémoire en Allemagne et sa mise en place d'un centre contre les expulsions - révélatrices au demeurant du poids du passé dans les relations germano-polonaises. On constate en effet une tendance à une forte historisation de la politique étrangère et de sécurité en Pologne. En même temps, on constate en Allemagne depuis les années 1990 avec l'arrivée des *Aussiedler* et des *Spätaussiedler* un besoin croissant de débattre et de témoigner du phénomène de l'exode, de l'ex-

pulsion et de l'intégration dans la société allemande. Or en Pologne, les milieux politiques, les médias et l'opinion publique sont inquiets à l'idée d'être confrontés à des demandes d'indemnisation ou de restitution formulées par des Allemands concernant des biens perdus dans les anciens territoires allemands. Finalement, la déclaration de Gdansk de 2003, initiée par les deux chefs de l'Etat, valida la liberté de commémoration pour chaque pays sans aucune répercussion financière sur le pays voisin (les demandes d'indemnisation/compensation sont ainsi exclues). Le revirement de la politique étrangère polonaise depuis 2006 se traduit également par une augmentation des tensions germano-polonaises consécutive à une violente rhétorique antiallemande du côté polonais. Cette dégradation des relations entre la Pologne et l'Allemagne est à mettre en rapport avec l'arrivée au pouvoir en Pologne du parti Droit et Justice qui, fidèle à sa vision d'une « révolution conservatrice », entend complètement reconfigurer la vie politique polonaise (avec la mise sous tutelle de nombreuses administrations et le contrôle croissant exercé sur les médias) afin de réaliser la mise en place d'une 4^e République – au prix d'une marginalisation certaine de la Pologne au sein de l'Europe. L'accent mis sur la lutte anti-communiste, l'éducation patriotique et le renouveau moral est également censé se répercuter sur la politique étrangère, principalement axée sur les intérêts nationaux et reflet de cette nouvelle conscience de soi des dirigeants polonais. Cette dernière s'accompagne d'un discours particulièrement nationaliste et eurosceptique et pratique une solidarité intereuropéenne savamment dosée – sans pour autant comprendre que cette politique, qui dénote au fond l'absence d'une pensée européenne, accélère surtout la marginalisation de la Pologne au sein de l'Europe –, mais semble ignorer le fait que la Pologne reste la principale bénéficiaire des subventions bruxelloises (et le contribuable allemand la principale source de financement). Pour les Allemands, ce revirement diplomatique est d'autant plus inquiétant que la Pologne représente le flanc « oriental » de l'Union européenne et qu'elle joue un rôle prépondérant dans la définition de sa politique de voisinage avec la Russie.

Perspectives

Depuis 2007 et l'arrivée au pouvoir du réformateur Donald Tusk, c'est un nouveau style politique qui semble entrer en scène et redéfinir la place de la Pologne en Europe et le rôle des relations germano-polonaises – sans pour autant induire un renversement radical de sa politique étrangère.

Avec la ratification du traité de Lisbonne par la Diète polonaise, le retrait des soldats polonais d'Irak ou encore la fin du débat autour du Centre contre les expulsions, on constate un dialogue plus constructif avec l'Europe. En même temps une approche plus pragmatique de la *Ostpolitik* polonaise semble s'esquisser, désireuse d'engager un dialogue approfondi avec la Russie et d'étendre l'Alliance atlantique jusqu'à l'Ukraine et à la Géorgie. La volonté des Polonais de participer à des unités militaires de l'Union (les « *EU battle groups* ») et même la volonté de mettre en place en 2013 une unité spécifique au Triangle de Weimar indiquent que la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) est de plus en plus comprise par les Polonais comme partie intégrante et futur pilier européen de l'OTAN. Le défi sera de trouver le juste équilibre entre la solidarité transatlantique et les engagements européens – d'autant plus que l'opinion publique en Pologne ne partage plus de manière unanime le soutien inconditionnel aux Etats-Unis.

Le gouvernement Tusk semble également vouloir renforcer les relations germano-polonaises, comme moteurs d'une *Ostpolitik* européenne où ces deux partenaires pourraient jouer un rôle plus actif dans la politique européenne de voisinage, notamment à l'égard de l'Ukraine et de son intégration éventuelle à l'Union européenne. Depuis l'arrivée du gouvernement Tusk, les relations germano-polonaises se sont visiblement détendues et stabilisées, elles sont devenues plus pragmatiques et le dialogue s'est clairement intensifié entre Berlin et Varsovie. C'est d'autant plus important pour l'Union européenne que la Pologne joue un rôle clé dans la politique européenne qui consiste à réaliser à la fois le rapprochement entre les pays est-européens et ouest-européens (via l'élargissement à l'Est) et à intensifier le dialogue avec des

pays comme l'Ukraine ou encore la Géorgie. Ainsi, en avril 2010, les ministres des Affaires étrangères des trois pays constitutifs du Triangle de Weimar lancèrent une initiative commune afin de renforcer la politique européenne de sécurité et de défense, avec en particulier l'idée de mettre en place un quartier général militaire et civil en Europe afin de centraliser et d'améliorer la gestion militaire de crise à échelle européenne.

Un avenir indécis

Dressant le bilan des vingt ans d'existence de cette coopération trilatérale, il serait certainement injuste de réduire le Triangle de Weimar à un simple « tigre de papier », forme purement ritualisée et creuse d'un discours européen aux antipodes des dures réalités politiques et des options stratégiques de chaque pays. Certes, il présente l'avantage d'offrir un reflet fluctuant de l'Europe et de sa « géométrie variable », aux constellations multiples et aux rapports de force souvent asymétriques. Il n'en reste pas moins que le Triangle de Weimar demeure malgré tout une force motrice majeure de l'intégration européenne et son principal incubateur d'idées et d'impulsions, qui, loin d'un quelconque « effet placebo », sont devenues réalité depuis bientôt vingt ans, avec plus de 400 jumelages entre villes allemandes, polonaises et françaises et de nombreux échanges universitaires et laboratoires de recherches communs. C'est bel et bien là, dans le quotidien du vécu transnational, dans l'échange et la confrontation d'idées que l'Europe se construit et se consolide et finira certainement aussi par emporter l'adhésion de ses membres. Certes, l'avenir de la relation triangulaire franco-germano-polonaise reste indécis d'autant plus qu'il reste pour le moment tributaire, comme l'a montré les aléas de la décennie 2000, des personnalités politiques qui soutiennent, ou non, la coopération trilatérale.

La question-clé reste dès lors de savoir si le Triangle de Weimar réussira à mettre en place un projet supra-personnel qui transcendera la volonté politique des uns et des autres, à l'image de couple franco-allemand. C'est certainement là, dans cette conviction communément partagée, que l'avenir du Triangle se jouera.